

Genève, 10 novembre 2011

Rencontre avec le Groupe des Ambassadeurs francophones

**Allocution de
S.E M. Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie**

Seul le texte prononcé fait foi

Monsieur le Président du Groupe des Ambassadeurs francophones de Genève,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Distingués Représentants,

Permettez-moi d'abord de vous exprimer tout le plaisir que je ressens à être parmi vous, aujourd'hui, à Genève, et de vous dire combien je me réjouis de l'occasion qui m'est offerte de poursuivre avec vous ce dialogue régulier autour des enjeux qui animent la Genève internationale et qui sont d'une importance particulière pour notre communauté francophone.

Je voudrais vous réitérer toute mon appréciation pour le dynamisme et la constance de votre action, vous assurer de tout mon soutien et saisir cette opportunité pour féliciter l'Ambassadeur Mohamed Siad Doualeh pour ses efforts et son dévouement à la tête de votre Groupe.

(Concertations francophones)

Je suis vos travaux avec la plus grande attention et me félicite du rôle important et croissant que vous jouez au sein des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève en tant que forum d'échange et de concertation, mais aussi en tant que Groupe d'influence et de pression au service des valeurs qui nous unissent au sein de notre communauté francophone.

Le caractère transrégional de notre organisation est un atout que nous devons mettre à profit plus souvent pour aider à dépasser les clivages qui caractérisent parfois les positions régionales et favoriser un dialogue fécond, susceptible de promouvoir l'émergence de consensus à l'échelle de la communauté internationale dans son ensemble.

Comme je le disais devant nos chefs d'Etat et de gouvernement à l'ouverture du Sommet de Montreux, nous devons faire en sorte que le forum singulier que nous constituons, parce que représentatif de la diversité géographique, économique, politique, religieuse, culturelle du monde mais soudé par des valeurs et une langue, puisse devenir plus encore que ce lieu où, déjà, se transcendent les clivages et se dégagent des consensus.

Genève est le premier Centre de conférences au Monde. Le nombre d'organisations implantées et la variété des thèmes débattus en fait un lieu privilégié pour la Francophonie si nous voulons contribuer à l'édification de l'ordre mondial et peser sur les choix et orientations de la communauté

internationale, en particulier dans les domaines retenus par nos chefs d'Etat et de gouvernement comme étant des champs d'action prioritaires pour la Francophonie.

(Droits de l'Homme - Démocratie - Etat de droit)

Et d'abord dans le domaine de la promotion des droits de l'Homme, DE TOUS LES DROITS DE L'HOMME, de l'Etat de droit et de la démocratie, comme fondement d'une paix durable dans notre espace francophone.

Vous le savez, notre action dans ce domaine s'est sensiblement renforcée avec l'adoption, en novembre 2000, de la Déclaration de Bamako. Depuis, nous nous sommes engagés dans un vaste programme de soutien visant à renforcer les capacités de nos pays membres en vue de les encourager à mieux garantir le plein respect des droits de l'Homme et les aider à pleinement mettre en œuvre les engagements souscrits au titre des instruments internationaux auxquels ils ont librement adhéré.

Cet exercice, nous le menons en lien avec les autorités gouvernementales et les organisations de la société civile dans nos pays. Nous le menons aussi en partenariat avec le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme, avec lequel nous avons développé, ces dernières années, un partenariat stratégique et convenu d'une feuille de route permettant la mise en œuvre de multiples projets d'appui et d'assistance technique, au bénéfice des pays de l'espace francophone.

Je sais que vous avez eu, en septembre dernier, un dialogue fructueux avec la Haut Commissaire aux droits de l'Homme, dialogue qui vous a permis de prendre la mesure de notre coopération croissante avec le Haut Commissariat et de la nature des activités conjointes que nous menons sur le terrain au service de la promotion des droits de l'Homme dans l'espace francophone.

Madame Navy PILLAY sera parmi nous à l'OIF la semaine prochaine, en vue du renouvellement et de la consolidation de notre partenariat au titre des deux prochaines années.

Je saisis cette occasion pour saluer le positionnement et l'implication de la Francophonie dans le cadre du mécanisme de l'Examen périodique Universel. La réflexion que vous avez engagée à Rabat et qui s'est poursuivie tout récemment à Tunis autour du mécanisme lui-même, de son évolution et de la mise en œuvre de ses recommandations, conjuguée avec l'assistance technique que nous apportons au nombre croissant de pays qui en formulent le souhait,

constituent un créneau porteur dans lequel la Francophonie, avec une plus-value incontestable, peut jouer un rôle particulièrement utile.

Je voudrais compter sur l'appui essentiel de votre Groupe pour pérenniser les acquis développés lors de ces rencontres, en intensifiant vos concertations dans le cadre du Groupe des Ambassadeurs francophones et des travaux du Conseil des droits de l'Homme.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

La problématique des droits de l'Homme était au cœur de la concertation ministérielle de la Francophonie, qui s'est tenue le 20 septembre dernier, à l'initiative de la Présidente de la Confédération Suisse, Présidente en exercice du Sommet de la Francophonie, en marge des travaux de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Cette concertation a été l'occasion, notamment, de se pencher sur les mouvements enregistrés ces derniers mois dans plusieurs pays du monde arabe, dont certains sont membres de notre communauté, et sur les transformations politiques considérables qu'ils ont engendrées. Elle a permis de réaffirmer le rôle essentiel que doit jouer la Francophonie à cet égard « grâce aux acquis indéniables qui font d'elle un acteur des relations internationales et une source d'inspiration au service de la paix, de la démocratie et des libertés ».

Je voudrais, dans ce contexte, saluer de nouveau le peuple tunisien et les autorités de transition pour les étapes majeures qu'ils viennent de franchir dans l'histoire de leur pays et les assurer de notre entière disponibilité pour continuer à les accompagner dans les étapes à venir, comme nous l'avons fait depuis la révolution de janvier dernier.

A l'endroit des peuples qui mènent les mêmes combats dans les pays de la région n'appartenant pas à notre espace francophone, et qui, devant nos yeux, continuent de payer de leurs vies le prix de leurs aspirations à la liberté, à la dignité et à la justice, nous devons marquer dans les instances appropriées notre appui et notre solidarité pleine et entière, et leur réitérer notre attachement aux valeurs universelles que nous partageons pleinement avec eux.

Commerce et développement durable :

Monsieur le Président,
Mesdames et messieurs les Ambassadeurs,

Le second domaine sur lequel je souhaitais partager quelques réflexions avec vous est celui de l'économie et du développement durable.

Le Sommet de la Francophonie de Québec, en 2008, fut, à l'initiative du Président de la République française, le lieu de la première grande concertation internationale sur la crise économique mondiale.

Les effets de cette crise sont loin d'être dissipés, et la sortie de crise ne saurait être efficiente sans la construction de nouveaux équilibres mondiaux qui prennent en compte les préoccupations et les contraintes de l'ensemble des acteurs concernés, y compris des pays pauvres et vulnérables.

A ce titre, le Secrétaire général du Commonwealth et moi-même, avons présenté conjointement, le 5 octobre dernier, au Président de la République française, Président du Sommet du G20 de Cannes, un plaidoyer en faveur de la mise en place de financements innovants additionnels, indispensables aux pays en développement, afin de pallier les déficiences de l'aide traditionnelle. Nous l'avons assuré également de notre disponibilité à soutenir les initiatives du G20 et à prendre notre part dans l'établissement et le déploiement des financements innovants et dans la construction d'une nouvelle architecture de l'aide.

Concernant l'OMC, le Cycle de Doha traverse, comme vous le savez, une période difficile.

Faute de résultats plus probants et de récolte minimale en faveurs des pays les moins avancés, la 8^e conférence ministérielle, prévue ici à Genève dans un mois, devrait, nous l'espérons, fournir des indications claires et consensuelles sur la voie à suivre pour la suite du processus et sur la manière de capitaliser les points de convergence réalisés au cours des négociations.

Je me réjouis à cet égard de la réflexion qui pourrait être menée à cette occasion par les Ministres et chefs de délégation francophones en marge de cette conférence.

Car il nous faut nécessairement préserver les acquis du système commercial multilatéral, fort de ses règles acceptées par tous ses membres, capable de

garantir des pratiques commerciales prévisibles, et de prévenir les comportements protectionnistes.

La francophonie entend poursuivre et renforcer le soutien qu'elle apporte à ses pays membres en matière de formation aux négociations commerciales multilatérales ainsi que sur un certain nombre d'initiatives sectorielles, dont celle sur le coton.

Au lendemain de la conférence d'Istanbul sur les PMA et du G20 de Cannes et à la veille d'échéances aussi importantes que la 8^e Conférence ministérielle de l'OMC, la 13^e CNUCED ou encore Rio+20, les années 2011 et 2012 auront été particulièrement importantes sur les questions liées à l'économie et au développement durable.

Et je me félicite des initiatives que vous avez prises dans le cadre du GAF de Genève pour mettre en place un groupe de travail permanent sur les questions de « Commerce et Développement », afin de promouvoir un échange régulier et jouer ainsi pleinement votre rôle de force d'échange, de concertation, d'initiative et de proposition. Je voudrais féliciter les Ambassadeurs du Luxembourg et de Maurice pour leur dynamisme à la tête de ce Groupe et les remercier pour les efforts qu'ils déploient avec constance pour encourager une participation active et substantielle des pays membres de notre Groupe à ces grandes rencontres internationales.

(Santé - Multilinguisme)

Le troisième point que je voulais évoquer aujourd'hui se réfère à certaines résolutions importantes adoptées respectivement par le Sommet de Montreux et par l'Assemblée parlementaire de la Francophonie sur des questions qui ne relèvent pas de domaines d'action prioritaires de la Francophonie mais qui revêtent une importance particulière pour un grand nombre de nos pays membres.

Le secteur de la Santé occupe une place cruciale dans le processus global de développement. Dans cette perspective, les chefs d'État et de gouvernement, lors du Sommet de Montreux, ont adopté une résolution sur le renforcement de la coopération entre les États pour lutter contre les faux médicaments et les produits médicaux falsifiés. Cette résolution affirme l'engagement des pays membres de la Francophonie à lutter contre ce fléau, en développant des politiques de santé propices à l'accessibilité de médicaments sûrs et de prix abordables pour les populations.

Et je note avec satisfaction le succès croissant des rencontres organisées par les Entreprises du Médicament, en partenariat avec l'OIF, en amont de l'Assemblée mondiale de la Santé, à l'instar de celle tenue cette année, qui a offert une plate-forme utile de dialogue et de mise en synergie des efforts de tous les acteurs clés, publics et privés, nationaux et internationaux, sur le problème spécifique et épineux des circuits de l'accès aux médicaments.

Par ailleurs, je souhaite attirer votre attention sur une résolution issue de la dernière Session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, tenue à Kinshasa du 5 au 8 juillet 2011. Cette résolution sur « *l'ONUSIDA, le Fonds mondial et la langue française* » rappelle l'engagement et les efforts de l'Assemblée en matière de lutte contre le Sida et d'accès aux médicaments, en déplorant que ces deux institutions fassent de l'anglais leur principale langue de travail et de communication. Cette pratique va, bien entendu, à l'encontre d'une bonne compréhension et maîtrise des concepts, de l'appropriation d'une matière quelquefois très technique par les décideurs et acteurs concernés dans nos pays membres.

Je compte sur votre diligence pour assurer le meilleur suivi de ces résolutions, en lien avec les institutions concernées, et faire en sorte que les préoccupations exprimées par nos chefs d'Etat et de gouvernement sur les faux médicaments et les produits médicaux falsifiés, d'une part, et par nos parlementaires sur le problème de la langue française au sein de l'ONUSIDA et du Fonds mondial, d'autre part, soient entièrement prises en compte.

La mobilisation de la Francophonie en faveur de la promotion de la langue française et du respect du multilinguisme dans les organisations internationales s'inscrit dans une démarche vaste et ambitieuse de défense et de promotion de la diversité linguistique.

Nous constatons tous que la langue anglaise tend à s'imposer dans l'ensemble des instances internationales.

Ceux qui pensent que, la langue n'est qu'un outil de communication, se trompent. La langue est une façon de penser et de concevoir.

Ainsi, l'utilisation d'une seule langue, quand bien même « globale », tend à l'uniformisation des idées et des concepts, et à accroître l'influence de quelques États ou groupes d'États.

Le respect du multilinguisme, lui, garantit le plein exercice du multilatéralisme, l'émergence de consensus pleinement consentis et d'une réelle démocratisation des relations internationales.

Il nous appartient à tous de mener ce combat de tous les instants et me félicite, à cet égard, de la récente mise en place d'un groupe de travail permanent sur le multilinguisme, sous la houlette des Ambassadeurs de la France, du Sénégal et de la Suisse. J'en appelle à votre vigilance et à la constance de vos efforts pour ne pas subir mais agir, et autant que faire se peut à titre préventif et en collaboration avec les autres groupes linguistiques, au nom de valeurs partagées et d'une conscience commune des enjeux inscrits dans le respect et la promotion du multilinguisme.

Je vous remercie de votre attention et me réjouis d'avance de partager avec vous vos observations et commentaires.